



A usage unique de : **Raphaël MARCHAL**

## Les acteurs de la protection des mineurs s'inquiètent des conséquences du confinement

---

"Notre première préoccupation est de maintenir la continuité des services de la protection des mineurs. Nous devons garantir l'accompagnement." C'est ce qu'assure l'entourage d'Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé à AEF info, alors que la plupart des professionnels de la prévention craignent une augmentation des violences sur mineurs lors de la période de confinement. Ils s'interrogent sur la diminution du nombre de signalements, ce qui pourrait se traduire à la sortie de la crise par une hausse des situations urgentes. "Nous devons faire une campagne de communication autour du numéro d'alerte 119, car nous savons qu'avec le confinement, le risque de maltraitance dans les familles est accru", indique le secrétariat d'État chargé de la Protection de l'enfance.

---

Alors qu'un garçon de 6 ans, roué de coups par son père, [est décédé](#) dimanche 29 mars 2020 à l'hôpital Necker à Paris, le gouvernement relance une campagne de communication autour du numéro 119, qui permet de donner l'alerte sur les situations de mineurs en danger. Selon le secrétaire d'État chargé de la Protection de l'enfance, Adrien Taquet, en temps normal, "seulement un Français sur quatre appelle ce numéro ou le 17". "Plus que jamais aujourd'hui, si on a le moindre doute, il faut appeler le 119. C'est la vie d'un enfant qui est peut-être en jeu, et la vie d'un enfant mérite de prendre le risque de se tromper."

"Un [formulaire](#) de signalement en ligne des violences envers les enfants", est opérationnel depuis le 3 avril 2020, comme l'avait annoncé le secrétaire d'État, lors d'une [interview](#) accordée à France info, lundi 30 mars 2020. Ce service coexiste avec le numéro de téléphone 119, "parce que parfois, quand vous êtes dans un petit appartement, passer un coup de fil, ce n'est pas simple", relevait Adrien Taquet.

### INFORMATIONS PRÉOCCUPANTES

Joint par téléphone, son entourage rappelle que des consignes ont été données aux acteurs de la protection des mineurs. Le secrétariat d'État dit travailler en lien étroit avec le ministère de l'Intérieur, de façon à ce que les situations prioritaires soient "traitées rapidement". "Le 119 permet de déclencher ce qu'on appelle des informations préoccupantes qui sont

ensuite transmises aux Crip (Cellules de recueil, d'évaluation et de traitement des informations préoccupantes) des conseils départementaux."

Ensuite, le président du conseil départemental confie l'évaluation de la situation du mineur à une équipe pluridisciplinaire. À la suite de l'évaluation, si une protection administrative ne peut pas être mise en place, le président du conseil départemental saisit l'autorité judiciaire en effectuant un signalement auprès du procureur.

Depuis quelques jours, les pharmaciens sont aussi mis à contribution puisque les femmes victimes de violences conjugales peuvent donner l'alerte dans les officines ([lire sur AEF info](#)). "80 % des femmes battues sont mères", rappelle l'entourage d'Adrien Taquet.

## "très peu d'alertes"

Dans un communiqué du 28 mars 2020, écrit avec le préfet de police, le préfet de région, le président et le procureur de la République du tribunal judiciaire de Paris, la mairie de Paris soutient que "même en cette période de confinement, la lutte contre les violences conjugales et les violences intrafamiliales est une priorité" ([lire sur AEF info](#)). "L'ensemble des services de la ville, de la Préfecture de police, de la préfecture d'Île-de-France, du tribunal judiciaire de Paris et les associations partenaires restent entièrement mobilisés", assurent-ils.

Malgré de fortes incitations des pouvoirs publics à déposer plainte et porter à leurs connaissances les cas de violences intrafamiliales, au quotidien, les acteurs de la protection des mineurs constatent une baisse des signalements. "Depuis le confinement, très peu d'alertes ont été données alors que l'on sait très bien que les situations existent toujours", explique Violaine Chabardes, adjudante cheffe qui dirige la brigade de protection de la délinquance juvénile de Lyon. "L'alerte en général est donnée par un proche, un professeur, un médecin aussi. Aujourd'hui, c'est difficile."

## "un chiffre noir"

Sa brigade est mobilisée en permanence, sept jours sur sept et répond "à chaque sollicitation". "Nous pouvons intervenir n'importe quand, nous avons des moyens de protection suffisants. Nous sommes au complet mais nous travaillons par demi-équipe pour limiter les risques de contaminations", explique-t-elle. Depuis le début du confinement, la brigade a dû intervenir "dans deux ou trois situations". "Nous avons eu une situation par exemple à l'hôpital où un enfant a révélé avoir été victime d'agressions sexuelles au sein de sa famille et nous nous sommes déplacés", rapporte Violaine Chabardes.

Pour l'instant, l'adjudante cheffe ne dispose d'aucun chiffre sur les enfants victimes de violences. "C'est un chiffre noir. Il est évident que la frustration liée à la promiscuité et au confinement va engendrer des violences intrafamiliales. Après le confinement, nous nous attendons à une recrudescence des signalements", prévoit-elle.

## Des violences "exacerbées"

Les policiers et gendarmes travaillent de concert avec les hôpitaux qui disposent d'un accueil pour traiter les violences faites aux mineurs. C'est le cas au CHU de Nantes. Catherine Échelard est puéricultrice au sein de l'unité Accueil enfant en danger. "Nous recevons des enfants soit dans le cadre d'une évaluation, soit dans le cadre d'une réponse aux réquisitions judiciaires. Il arrive aussi que la police ou la gendarmerie vienne à l'hôpital pour des auditions filmées. Cela fait partie du parcours de soins, car ensuite l'enfant sera examiné et nous allons amorcer les soins", développe-t-elle.

"Avec le confinement, au départ nous avons tout suspendu, mais aujourd'hui les choses se remettent en place. Nous sommes sollicités pour faire des évaluations. Nous savons que les violences ne vont pas s'arrêter. Celles qui existent déjà vont être exacerbées", relate Catherine Échelard. "Ce qui nous inquiète cependant, c'est que les violences vont moins être

repérées."

## "Pas beaucoup de signaux"

En effet, avec le confinement, les enfants restent dans les familles et ne sont plus en contact direct avec les médecins ou les professeurs qui peuvent donner habituellement l'alerte. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, s'inquiète à ce sujet. "Nous travaillons en soutien des enseignants, nous attirons leur vigilance sur les changements de comportements des jeunes. Ce sont eux qui gardent le contact avec les familles même en temps de confinement. Aujourd'hui, une attention particulière doit être portée sur les familles les plus fragiles."

À Nice, où il travaille, l'inspectrice de circonscription réunit toutes les semaines les directeurs d'école pour faire le point sur ces situations. "On s'attend avec la fin du confinement à une hausse des situations complexes. C'est comme une drôle de guerre en quelque sorte, il n'y a pas beaucoup de signaux. On est aussi surpris de n'avoir que très peu de demandes", constate-t-il.

## INQUIÉTUDES DU CÔTÉ DES ASSOCIATIONS

Concernant les associations, l'inquiétude reste grande. Pour Salvatore Stella, président du CNAEMO (Carrefour national de l'action éducative en milieu ouvert), la protection de l'enfance concerne 344 000 enfants, la moitié étant à domicile avec suivi, l'autre placée dans des familles d'accueil ou des foyers. "Dès le début, nous avons été en relation avec le secrétaire d'État. Beaucoup de services ont arrêté les interventions à domicile. Beaucoup manquent de personnels."

Si de nombreuses interventions ont été annulées, les travailleurs sociaux continuent de communiquer par téléphone avec les familles qu'ils suivent. Dans son service, il a dû prioriser les situations d'urgence faute de personnels et de temps. "Je déteste faire cela mais nous ne pouvons pas aller partout", explique Salvatore Stella. Ce dernier précise que lors des déplacements, "il reste difficile de se protéger". "Par exemple, comment maintenir des distances physiques nécessaires dans une voiture lorsque nous devons conduire un enfant ? Nous avons aussi dû effectuer des interventions en extérieur pour ne pas prendre de risques."

De son côté, Arnaud Gallais, directeur général de l'association Enfant présent, assure que l'autre difficulté "est d'accueillir les enfants en situation de crise", car les délais administratifs sont plus longs. "Aujourd'hui, on ne peut plus se déplacer. Comment investiguer lorsqu'une information préoccupante est faite ?", s'interroge-t-il. Il pointe également la difficulté des enfants à supporter le confinement.

## "Ne pas sacrifier la solidarité au confinement"

Dans un communiqué publié le 23 mars 2020, Maryse Le Men Régnier, présidente de France victimes, souligne que "des milliers d'enfants, de femmes et d'hommes vivent dans la peur et sont chaque jour victimes de coups et de sévices sans pouvoir se défendre et, du fait du confinement, sans pouvoir appeler à l'aide". "Pour eux, le confinement n'est pas synonyme de protection, mais d'extrême danger. C'est notre devoir à tous d'aider les victimes en rompant le silence et l'isolement."

Elle rappelle également les consignes à suivre : "Chaque personne qui a connaissance de violences sur un enfant, une

femme, ou un homme doit appeler les services de police ou de gendarmerie ou le numéro 116 006 qui se chargera de faire le nécessaire auprès des autorités. Un mail est mis à la disposition des personnes pour demander de l'aide ou signaler des personnes en grand danger : [victimes@france-victimes.fr](mailto:victimes@france-victimes.fr)".

"Chacune de nos 132 associations est en contact avec les forces de police et de gendarmerie, les instances judiciaires, mais aussi les mairies pour venir rapidement en aide aux personnes et notamment être en mesure de les mettre en sécurité dans des logements d'urgence. On ne doit pas sacrifier la solidarité au confinement. Nous savons que les forces de l'ordre sont mobilisées autour de ces violences et elles seront toujours disponibles, mais elles ont besoin de notre aide à tous pour rompre l'isolement des victimes", écrit-elle.

## MANQUES DE MOYENS DE PROTECTIONS

Pour Lyes Louffok, membre du Conseil national de protection de l'enfance, "on ne protège pas les enfants pendant cette période". "Il y a tous ceux que l'on protège déjà et qui sont placés dans les foyers ou les familles d'accueil et qui demeurent en danger. Et puis il y a tous les enfants qui seront en danger. Dans ces cas-là, il faudra appeler le 119 mais aujourd'hui, encore trop peu de personnes le font. Le nombre d'appel n'a pas augmenté pendant cette période de confinement, beaucoup ne connaissent pas le numéro, il faut changer ça."

Toutes les associations pointent l'absence de moyens de protection. Elles ne disposent ni de masques suffisants ni de gel hydroalcoolique. Interrogé sur cette question, l'entourage d'Adrien Taquet dit connaître cette situation mais la "doctrine actuelle est de donner des masques en priorité aux soignants". "Quand les travailleurs sociaux doivent intervenir, les gestes barrières suffisent", estime-t-il.

---

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

### 5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

**[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)**

---